

Développements macroéconomiques récents

L'économie a commencé à se redresser en 2021 avec une croissance du PIB de 3,9 %, contre 1,2 % en 2020. Ce redressement a été soutenu par un secteur des services revitalisé, qui génère environ trois quarts du PIB, grâce en particulier aux activités portuaires. Du côté de la demande, les facteurs clés restent les exportations et les investissements, dont les contributions estimées en 2021 sont respectivement de 14,6 % et de 4,8 %. Djibouti suit une politique monétaire expansionniste pour soutenir la reprise économique et éviter un épuisement des liquidités. D'une année sur l'autre, le crédit à l'économie a augmenté de 24,1 % jusqu'en juin 2021, mais sa part du PIB reste relativement faible. L'inflation est estimée à 1,2 % en 2021, dépassant donc les 0,3 % de 2020, et est attribuable à une pression modérée de la demande interne. Les créances douteuses du système bancaire restent stables à 13,3 % en 2021.

Le déficit budgétaire s'est légèrement réduit, passant de 2,1 % en 2020 à 1,8 % du PIB en 2021, en raison d'une diminution de 7 % des dépenses courantes liées à la gestion de la pandémie et d'une augmentation de 2,4 % des recettes publiques découlant de la reprise économique. Le pays a reçu 43,3 millions de dollars dans le cadre de l'allocation du FMI, mais l'affectation de ces fonds reste à déterminer. Les réserves de change sont estimées à 3,2 mois d'importations en 2021. La dette publique a diminué en 2021 pour atteindre 67,7 % du PIB, contre 73,1 % en 2020, mais le risque de surendettement reste élevé. L'excédent de la balance courante a diminué en 2021, passant de 10,7 % du PIB en 2020 à 9,5 %, en raison de la faible croissance de l'excédent de la balance des services. Le taux de pauvreté a diminué, passant de 35,9 % en 2020 à 34,1 % en 2021.

Perspectives et risques

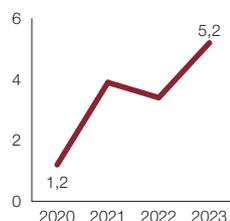
Les perspectives sont positives. La croissance moyenne du PIB sur 2022–23 devrait atteindre 4,3 % et rester soutenue par les activités portuaires et les investissements. L'inflation devrait augmenter, en raison de la hausse des prix des produits alimentaires et pétroliers, consécutive à la guerre en Ukraine ; tout comme le déficit budgétaire, compte tenu notamment

des subventions octroyées par le Gouvernement pour atténuer la hausse des prix à la consommation. L'excédent de la balance courante devrait continuer à diminuer en raison de la baisse de l'excédent des services et de la hausse des importations. En 2022, la dette publique devrait encore diminuer pour atteindre 64,5 % du PIB. Les réserves de change restent à 3,2 mois d'importations. Les risques qui pèsent sur les perspectives sont principalement les suivants : un éventuel fléchissement du commerce extérieur en raison de la crise du Tigré, qui pourrait entraîner une baisse drastique des recettes douanières – environ 90 % du commerce extérieur de l'Éthiopie transite par les ports de Djibouti – et la résurgence de la COVID-19. Pour atténuer ces risques, Djibouti soutient fortement les efforts de médiation dans la guerre en Éthiopie, et encourage la vaccination contre la COVID-19.

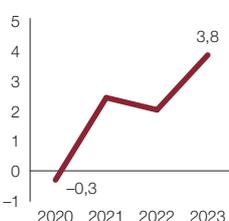
Changement climatique et options de politiques publiques

Djibouti se classe 65^e sur l'Indice mondial des risques climatiques 2021. Les sécheresses récurrentes, le stress hydrique de plus en plus aigu, les inondations et les récents cyclones témoignent du changement climatique. Le pays a signé le protocole de Kyoto en 1997 et a approuvé l'Accord de Paris en novembre 2016. Dans le cadre de la CDN 2015, il s'est engagé à réduire les GES de 40 % par rapport au scénario de référence 2030. En matière d'adaptation, Djibouti a mis en œuvre de nombreux plans et programmes nationaux pour réduire la vulnérabilité à la sécheresse, se protéger de la montée des eaux, développer l'accès à l'eau potable, protéger la biodiversité et renforcer la résilience des populations rurales. Le secteur de l'énergie a été identifié comme un point focal de réduction, étant donné le potentiel du pays en matière d'énergies renouvelables. Le développement du solaire, de l'éolien et de la géothermie se poursuit, afin de répondre aux besoins nationaux en électricité, de réduire le prix de l'électricité, et d'atteindre un mix énergétique 100 % vert en 2025. L'investissement nécessaire pour maintenir un niveau d'émissions similaire à celui de 2010 est de 5,5 milliards de dollars. La réalisation de l'ODD 13 sur l'action climatique est en bonne voie, mais des défis majeurs subsistent.

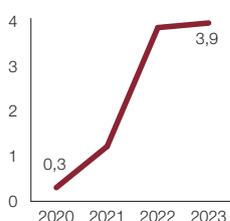
Taux de croissance du PIB réel (%)



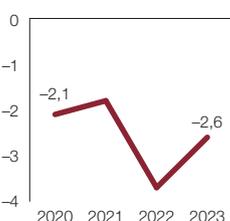
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)



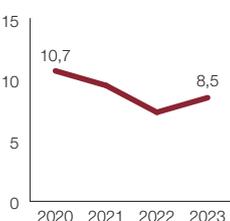
Inflation de l'IPC (%)



Solde budgétaire (% du PIB)



Compte courant (% du PIB)



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.